

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTDF/W/17
13 novembre 2002

(02-6289)

Groupe de travail du commerce,
de la dette et des finances

"VERS UNE PLUS GRANDE COHÉRENCE"

Note du Secrétariat

Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

I. INTRODUCTION

1. La présente note a été établie à la demande du Groupe de travail qui souhaitait avoir une note d'information relative au point III de son programme de travail.¹ Elle décrit les activités menées conformément à la Déclaration ministérielle de Marrakech sur la cohérence et aux accords de coopération existant entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. Elle examine en outre les orientations possibles des travaux futurs sur la cohérence sur la base des observations faites par les Membres dans le cadre du Groupe de travail et d'un examen des autres liens potentiels qui résultent de l'évolution de l'architecture du système économique multilatéral ou qui pourraient en résulter dans l'avenir.

II. LE MANDAT DE MARRAKECH CONCERNANT LA COHÉRENCE ET LES ACTIVITÉS COURANTES

A. LE MANDAT

2. Conformément à l'article III.5 de l'Accord sur l'OMC, l'une des cinq fonctions essentielles de l'OMC est de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial en coopérant avec le FMI et la Banque mondiale.² Le mandat qui lui est dévolu à cette fin figure dans la Déclaration ministérielle de l'OMC sur la cohérence³ et dans la décision du Conseil général approuvant les accords de coopération conclus avec le FMI et la Banque mondiale en 1996.⁴ Ces textes confient au Directeur général la responsabilité des travaux sur la cohérence. Le Directeur général est chargé de tenir les Membres informés de ses activités dans ce domaine, de les consulter

¹ WT/WGTDF/M/3, paragraphe 52.

² Les quatre autres fonctions sont de faciliter la mise en œuvre, l'administration et le fonctionnement des accords commerciaux, d'offrir une enceinte pour les négociations, d'administrer le Mécanisme d'accord sur le règlement des différends et d'administrer le Mécanisme d'examen des politiques commerciales.

³ Déclaration sur la contribution de l'OMC à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

⁴ WT/L/194.

régulièrement sur les questions relatives à la mise en œuvre des accords de coopération⁵, et de soumettre toutes conclusions au Conseil général pour approbation.⁶

3. La Déclaration de Marrakech sur la cohérence reconnaît l'interaction des aspects de l'élaboration des politiques économiques qui sont d'ordre structurel, macroéconomique, commercial ou financier ou qui sont liés au développement. C'est avant tout aux gouvernements agissant à l'échelon national qu'il incombe d'harmoniser ces politiques, mais "leur cohérence au plan international a un rôle important et utile à jouer dans l'accroissement de leur efficacité au niveau national". La Déclaration reconnaît aussi que "[u]ne coopération réussie dans un domaine de la politique économique contribue aux progrès dans les autres". Elle donne à cet égard des exemples montrant l'importance de la stabilité des taux de change, la nécessité d'assurer en temps utile un flux adéquat, vers les pays en développement, de ressources financières et de ressources destinées à l'investissement réel à des conditions libérales et autres, et l'importance des efforts visant à régler les problèmes d'endettement et du soutien à l'ajustement lié à la libéralisation du commerce. Elle note que les Accords du Cycle d'Uruguay contribuent pour beaucoup à assurer une plus grande cohérence et une plus grande complémentarité des politiques économiques internationales, ce qui signifie que la politique commerciale peut jouer un rôle plus substantiel pour ce qui est d'assurer la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. La Déclaration reconnaît toutefois que des problèmes qui ont leur origine dans d'autres domaines que le commerce ne peuvent pas être résolus par des mesures prises seulement dans le domaine du commerce, et que cela souligne qu'il importe de s'efforcer d'améliorer d'autres éléments de l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial pour compléter la mise en œuvre effective des résultats obtenus dans le Cycle d'Uruguay. Elle note qu'il est nécessaire que les institutions internationales compétentes dans chacun de ces domaines suivent des politiques cohérentes qui se renforcent mutuellement et elle charge l'OMC de poursuivre et développer la coopération avec le FMI et la Banque mondiale, tout en respectant le mandat, les prescriptions en matière de confidentialité et l'autonomie nécessaire des procédures de prise de décisions de chaque institution, en évitant d'imposer aux gouvernements une conditionnalité croisée ou des conditions additionnelles.

B. VUE D'ENSEMBLE DU PROCESSUS AXÉ SUR LA COHÉRENCE

4. Des réunions informelles du Conseil général ont été convoquées par le Président du Conseil général, à la demande du Directeur général ou des Membres, afin de permettre aux Membres d'examiner les questions relatives à la cohérence avec les représentants de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale. De son côté, le Conseil d'administration du FMI organise périodiquement des réunions spéciales de son Comité de liaison avec l'OMC afin d'examiner les questions concernant le commerce et l'OMC; des fonctionnaires de l'OMC sont généralement invités à participer à ces réunions.

5. Le Directeur général consulte régulièrement le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale sur diverses questions relatives au commerce et à la cohérence. Récemment, ces consultations ont porté, entre autres, sur le fonctionnement des systèmes financier et commercial internationaux depuis la Conférence ministérielle de Doha, sur le rôle des ministres des finances dans l'avancement du programme sur le commerce, sur le soutien du FMI à diverses activités - comme celles du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances -, sur la question de

⁵ Des consultations avec les Membres auront lieu au moins deux fois par an dans le cadre du Conseil général.

⁶ Le FMI et la Banque mondiale n'ont aucun mandat concernant la cohérence, mais dans la pratique, cela importe peu. L'une des principales missions des deux institutions est de promouvoir la croissance du commerce international, et l'une et l'autre ont officiellement approuvé les accords de coopération signés en 1996 avec l'OMC.

l'échelonnement de la libéralisation des services financiers et de la réglementation prudentielle, et sur les activités d'assistance technique, de renforcement des capacités et de formation liées au commerce menées à l'appui des mandats contenus dans la Déclaration ministérielle de Doha.

6. Les accords de coopération que l'OMC a conclus avec le FMI et la Banque mondiale définissent des procédures de travail et établissent un cadre de référence pour la conduite de leurs activités courantes. Le Directeur général présente au Conseil général un rapport annuel sur ces activités.⁷ La coopération courante entre les trois institutions prend, entre autres, les formes suivantes:

- Participation/statut d'observateur aux réunions de chaque institution: le Secrétariat de l'OMC est régulièrement invité, en qualité d'observateur, à assister aux réunions des Conseils du FMI et de la Banque mondiale portant sur les questions de politique commerciale générales et régionales. De même, le FMI et la Banque mondiale sont régulièrement invités, en qualité d'observateurs, à assister aux réunions de la plupart des organes de l'OMC. Des représentants du FMI participent aux consultations du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, et des représentants du FMI et de la Banque mondiale ont récemment été invités à présenter des communications à des réunions du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances. Le FMI et la Banque mondiale présentent régulièrement un rapport au Comité de l'agriculture sur le soutien qu'ils apportent dans le cadre de la décision de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Dans ce contexte, ils ont participé au groupe spécial interinstitutions composé d'experts en matière de financement et de produit de base que le Comité de l'agriculture a décidé d'établir pour présenter un rapport sur les moyens d'améliorer l'accès des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires Membres de l'OMC aux programmes et facilités multilatéraux visant à faire face aux difficultés à court terme de financement des importations commerciales de produits alimentaires de base, ainsi que sur le principe et la faisabilité de la proposition concernant la création d'un fonds autorenouvelable.
- Activités de recherche et d'analyse et échange de données et de renseignements: les activités de recherche du Secrétariat de l'OMC sont souvent complémentaires de celles que mènent le FMI et la Banque mondiale dans le domaine du commerce. C'est notamment le cas de la récente étude spéciale de l'OMC sur l'accès aux marchés (n° 6), qui a servi de base à l'étude conjointe du FMI et de la Banque mondiale sur "L'accès aux marchés des exportations des pays en développement", et des activités de recherche sur la libéralisation des services financiers, auxquelles ont participé des fonctionnaires des trois organisations. Dans le cadre des accords de coopération, l'OMC permet au FMI et à la Banque mondiale d'accéder à sa base de données intégrée et aux listes d'engagements; le FMI donne accès à ses données financières et à ses données sur la balance des paiements ainsi qu'à d'autres données macroéconomiques, et la Banque mondiale permet de consulter sa base de données économiques et sociales.
- Coopération dans le domaine de la surveillance et du conseil en matière de politique commerciale: il n'existe pas de procédure formelle de consultation entre le Secrétariat de l'OMC et les services du FMI et la Banque mondiale dans le domaine de la surveillance et du conseil en matière de politique commerciale, mais des

⁷ WT/TF/COH/S/1 à 5, "Cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial: Coopération de l'OMC avec le FMI et la Banque mondiale".

contacts informels ont lieu régulièrement, tant pour la préparation des examens des politiques commerciales et des rapports du Fonds et de la Banque sur les pays, que pour la formulation de conseils en matière de politique commerciale dans les programmes de pays du FMI. Il a été constaté que ce processus informel fonctionne bien et permet d'éviter des incompatibilités entre les conseils de politique commerciale fournis aux Membres et les obligations des Membres dans le cadre de l'OMC.

- Assistance technique et formation: la coopération dans ces domaines s'est développée au cours des dernières années grâce aux efforts faits pour relier plus systématiquement le Cadre intégré pour les pays les moins avancés et la préparation par le FMI et la Banque mondiale des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, et plus récemment grâce aux activités d'assistance technique et de renforcement des capacités associées à la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle de Doha. La coopération se développe aussi dans le domaine de la formation, par l'intermédiaire de l'Institut de formation de l'OMC et de l'Institut multilatéral de Vienne (au sein duquel l'OMC coopère avec la Banque mondiale, le FMI, la BRI, l'OCDE et la BERD).

C. VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS RELATIVES À LA COHÉRENCE

7. Comme le stipulent leurs mandats respectifs – les Accords de l'OMC et les Statuts du FMI et de la Banque mondiale –, les trois organisations ont des objectifs complémentaires, qui sont, entre autres, de faciliter le développement et la croissance équilibrée des échanges internationaux, d'améliorer les niveaux de vie, de favoriser un développement durable et d'élaborer des politiques de coopération. Sur la base des préambules et des principes susmentionnés, le GATT/OMC, le FMI et la Banque mondiale poursuivent le même objectif, à savoir accroître le commerce et les revenus au niveau mondial et, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de contradiction entre eux. Les activités menées dans le cadre du mandat relatif à la cohérence reposent donc sur une base systémique solide.

8. Les trois organisations rencontrent toutefois d'importantes difficultés théoriques et pratiques pour harmoniser, au plan international, les interactions des aspects de l'élaboration des politiques économiques qui sont d'ordre structurel, macroéconomique, commercial et financier ou qui sont liés au développement. Il faut tenir compte du fait qu'il n'existe pas une approche unique de l'élaboration des politiques au niveau national qui serait valable pour tous les pays. Il faut aussi tenir compte du fait que l'intégration économique internationale des marchés et des pays (la "mondialisation") est un processus dynamique, de sorte que la difficulté d'élaborer des politiques cohérentes varie dans le temps. Cela doit être pris en compte dans les cadres multilatéraux de règles (Accords de l'OMC et Statuts du FMI) et de directives (comme le Cadre de développement intégré de la Banque mondiale et le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté du FMI et de la Banque mondiale), en particulier si l'on veut que l'initiative en faveur de la cohérence atteigne son but, qui est d'accroître l'efficacité des politiques au niveau national.

9. Il faut aussi tenir compte du fait, évoqué dans la Déclaration ministérielle de Marrakech sur la cohérence, que chaque organisation opère conformément à son propre mandat, alors que le renforcement de la cohérence des politiques est une tâche qui, de par sa nature même, déborde souvent le cadre des responsabilités de chaque organisation. Certains des problèmes qu'il soulève peuvent être réglés par la coopération régulière entre les services de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale dans le cadre des accords de coopération existants – un exemple est la coopération avec les pays Membres pour déterminer le calendrier et l'échelonnement adéquats des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités à l'appui des éléments de la Déclaration ministérielle de Doha. D'autres problèmes peuvent être de nature plus systémique, nécessitant la participation et l'attention des Membres.

1. Politiques commerciales et politiques de développement

10. Comme cela a été souligné à maintes occasions dans les débats du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances, la relation entre le commerce, la dette et les finances et les autres paramètres de l'économie mondiale doit être considérée de façon globale, dans le contexte de la question de savoir comment mobiliser des capitaux et des ressources pour le développement. La question du financement et celle de la dette ne peuvent plus être considérées isolément, mais doivent l'être à la lumière des politiques commerciales poursuivies par les pays développés et les pays en développement. À cet égard, le Groupe a indiqué clairement que les questions de l'accès aux marchés, de la baisse des prix des produits de base et de l'allègement de la dette doivent être traitées de manière coordonnée, dans l'optique de la cohérence.⁸

11. Cette approche globale des problèmes internationaux est conforme à l'esprit du Consensus de Monterrey, qui dit, dans son paragraphe 8, que "les pays étant de plus en plus dépendants les uns des autres sur le plan économique, il y a lieu d'adopter une conception globale des problèmes nationaux, internationaux et systémiques interdépendants que pose le financement du développement". Il précise par ailleurs que le commerce international est un moteur du développement et qu'"un système commercial multilatéral universel, bien réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable [...] peut être un grand facteur de développement dans le monde, parce qu'il serait bénéfique à des pays à divers stades de développement".⁹ Il souligne ensuite que "la libéralisation du commerce est un élément fondamental de la stratégie de développement d'un pays".¹⁰

12. La mise en place du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) du FMI et de la Banque mondiale reposait déjà sur la reconnaissance du fait que seul un ensemble cohérent de politiques macroéconomiques, de réformes structurelles, de mesures de lutte contre la pauvreté et même de mesures d'allègement de la dette, défini dans le cadre d'un processus participatif impliquant la société civile et d'un plus grand contrôle par les pays concernés, permettrait aux programmes du Fonds et de la Banque dans les pays à faible revenu de mieux répondre aux besoins des pauvres. Le CSLP a donné à l'OMC la possibilité d'encourager la Banque mondiale à intégrer les questions commerciales dans ses activités, comme cela a été rappelé dans la Déclaration tripartite de Seattle et dans le communiqué d'avril du Comité de développement. L'intégration du commerce dans le CSLP s'est faite lentement jusqu'à présent, mais il faut se féliciter du regain d'intérêt de la Banque mondiale pour les questions commerciales. L'importance du soutien de la Banque mondiale dans ce domaine tient non seulement au financement qu'elle peut aider à mobiliser, mais aussi à son engagement au niveau des pays et à sa compétence en matière de politique économique.¹¹ L'Accord de coopération entre l'OMC et la Banque mondiale prévoit que l'OMC se chargera d'aider les pays en développement Membres à exécuter leurs obligations juridiques et la Banque mondiale fournira une assistance complémentaire pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles et des infrastructures.

13. La complémentarité du commerce et du développement est le fondement naturel d'une coopération plus étroite entre l'OMC et la Banque mondiale (et avec les autres organisations dont les

⁸ Voir, en particulier, le document WT/WGTDF/M/3, paragraphe 22.

⁹ Paragraphe 26 du Consensus de Monterrey.

¹⁰ Paragraphe 27 du Consensus de Monterrey.

¹¹ Entre 1990 et 1998, 68 pour cent des programmes d'ajustement de la Banque mondiale prévoyaient un soutien en faveur de la réforme des politiques commerciales et de change. Les prêts accordés par la Banque pour des activités liées au commerce, définies au sens large pour inclure l'infrastructure, représentaient environ 26 pour cent du montant total de ses prêts entre 1994 et 1999 (environ 2 milliards de dollars par an). Les services de la Banque sont en train d'établir un inventaire détaillé des opérations de prêt liées au commerce.

activités sont axées sur le développement). L'OMC souscrit pleinement au "Consensus de Monterrey" et, comme cela a été dit plus haut, pour que le commerce contribue à la croissance et au développement, il faut ancrer les priorités en matière de politique économique et de commerce dans les plans de développement nationaux et dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Sans cela, le commerce ne peut pas stimuler le développement. Jusqu'à présent, le Cadre intégré a été le principal mécanisme international permettant d'intégrer le commerce dans les plans de développement et les stratégies de lutte contre la pauvreté. Le problème qui se pose actuellement dans ce processus concerne la mise en œuvre et la suite donnée aux conclusions des études diagnostiques sur l'intégration du commerce. Jusqu'ici, les résultats ont été limités.¹² Le Directeur général de l'OMC et le Président de la Banque mondiale ont récemment annoncé qu'ils procéderaient régulièrement à un examen conjoint du Cadre d'intégration.¹³

14. L'intégration effective du commerce dépend de l'aptitude des pays et des institutions internationales à s'attaquer aux problèmes qui se posent "à l'intérieur des frontières", c'est-à-dire de leur aptitude à renforcer le potentiel commercial et les infrastructures des pays en développement (en procédant à une réforme douanière, en améliorant les réseaux de transport et de distribution, en facilitant l'accès aux crédits commerciaux, en améliorant la commercialisation des produits exportés, etc.). Elle dépend aussi de l'élaboration et du maintien d'une politique commerciale qui s'inscrit dans le cadre de la politique globale de développement du pays. En outre, les efforts faits par les organisations, les donateurs et les PMA pour intégrer le commerce au bénéfice des PMA doivent être liés à des progrès effectifs sur le plan de l'accès aux marchés afin de permettre à ces pays de tirer profit de la réaction favorable de l'offre résultant de l'intégration. L'amélioration de l'accès aux marchés demeure donc indispensable. Comme indiqué dans un discours récent¹⁴, le Directeur général de l'OMC a fixé les grands objectifs du Cadre intégré pour qu'il contribue efficacement à la réalisation du programme de Doha pour le développement (PDD): a) veiller à ce que le commerce soit effectivement intégré dans les programmes de développement et les stratégies de lutte contre la pauvreté pour favoriser le développement des PMA et aider à faire reculer la pauvreté; et b) renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour permettre à ces pays de participer utilement au système commercial multilatéral. L'intégration sera une priorité fondamentale de la coopération entre l'OMC et la Banque mondiale dans l'avenir, au moins dans la perspective de l'achèvement du Programme de Doha d'ici au 1^{er} janvier 2005.

2. Politiques commerciales, monétaires et financières

15. Comme le souligne le document WT/WGTDF/W/4, l'expansion du commerce international dépend à plusieurs égards du bon fonctionnement du système financier international. L'une des principales préoccupations des exportateurs et des fonctionnaires chargés des questions commerciales est, depuis toujours, de pouvoir tabler sur la stabilité des prix internationaux pour effectuer les transactions transfrontières, prendre des décisions concernant l'investissement et la production de biens et de services échangeables, et définir des politiques commerciales fondées sur les prix. À cet égard, un point essentiel de la Déclaration ministérielle de Marrakech est la référence à la nécessité d'une plus grande stabilité des taux de change afin de réduire les risques pour les investisseurs et les commerçants, et de donner aux Membres de l'OMC l'assurance qu'ils peuvent se fier au système commercial fondé sur des règles sans recourir à des restrictions quantitatives ou à une protection contingente excessive.

¹² Discours du Directeur général de l'OMC, 1^{er} novembre 2002, deuxième séminaire du Cadre intégré sur l'intégration.

¹³ Bulletin d'information de l'OMC, 10 octobre 2002.

¹⁴ Discours du Directeur général de l'OMC, 1^{er} novembre 2002, *id.*

16. Après la fin du système de Bretton Woods, les parties contractantes du GATT et, par la suite, les Membres de l'OMC ont exprimé leurs préoccupations, au début de chaque nouveau cycle de négociations (Tokyo Round, Cycle d'Uruguay), au sujet des effets négatifs de la volatilité "excessive" et des déséquilibres des taux de change sur l'aptitude des gouvernements à contracter de nouveaux engagements commerciaux contraignants.¹⁵ Bien que les instruments financiers modernes permettent, dans une certaine mesure, de se prémunir contre les faibles fluctuations à court terme des taux de change nominaux, ces préoccupations sont réapparues avant les conférences ministérielles de Seattle et de Doha, car les économies émergentes avaient été durement touchées par les plus fortes fluctuations de leur histoire. Il a été reconnu alors que l'instabilité du compte des opérations en capital avait joué un rôle beaucoup plus important que dans les crises plus classiques des années 70 et 80 résultant du déséquilibre du compte courant de la balance des paiements, qui était lié aux dépenses budgétaires, à la forte inflation et au poids excessif de la dette publique. Les fortes variations des taux de change dans les pays d'Asie et d'Amérique latine ont exacerbé les faiblesses fondamentales du contrôle prudentiel du secteur financier et du secteur des entreprises, et ont contribué à l'effondrement des économies nationales.

17. Si la question de la stabilité des changes est au cœur de notre mandat relatif à la cohérence, ni le FMI ni l'OMC ne peuvent faire grand chose par eux-mêmes pour corriger les profonds déséquilibres des taux de change. Toutefois, les institutions compétentes peuvent accroître leur complémentarité en renforçant leurs rôles respectifs pour amortir les effets des crises économiques transmises par les fortes fluctuations des taux de change. Comme l'a souligné le Président dans sa conclusion sur l'examen des liens entre le commerce et les finances, le système de l'OMC contribue de façon importante à la stabilité et à la sécurité économique dans les périodes de crise financière en rendant plus difficile le recours au protectionnisme et en préservant l'ouverture des marchés de façon à ce que les pays touchés par la crise puissent continuer à compter sur les exportations. En outre, le système de règlement des différends permet de faire en sorte que certains secteurs, sujets à de fortes fluctuations cycliques, ne contribuent pas à la détérioration des relations commerciales. Le Président a souligné aussi le rôle de la libéralisation des échanges, qui contribue à la répartition efficace des ressources et accroît la résistance des pays aux chocs exogènes. De son côté, le FMI cherche à renforcer le secteur financier des pays émergents, ce qui permet de limiter les brusques changements d'attitude des marchés. Des indicateurs permettant une alerte rapide en cas de crise ont été élaborés et des facilités appropriées ont été mises en place pour les pays touchés. Toutes ces initiatives visent à renforcer le rôle des institutions financières internationales en tant qu'"amortisseurs" en cas de crise financière et à éviter que les effets des crises ne se propagent à l'"économie réelle".

18. L'un des enseignements les plus concrets que le Groupe de travail a tiré, à l'issue de son examen, de l'expérience acquise en Asie et des événements en Amérique latine, était qu'il fallait améliorer la stabilité et la sécurité des sources de financement du commerce, en particulier pour faire face aux crises financières, pendant lesquelles les banques internationales empêchent d'accéder aux instruments classiques tels que les lettres de crédit. Plusieurs Membres de l'OMC ont insisté sur la nécessité d'avancer sur cette question, que ce soit au niveau multilatéral ou au niveau régional. La question a été évoquée de nouveau lors de l'examen de la relation entre le commerce et la dette, au cours duquel les intervenants ont reconnu "qu'il existait un lien évident entre le commerce et le financement pendant une crise de la dette, ce qui devrait amener à renforcer la coopération entre

¹⁵ Pendant la période 1982-1993, les parties contractantes du GATT ont officiellement fait part de ces préoccupations au FMI par l'intermédiaire du Directeur général du GATT et ont demandé au Fonds d'étudier l'effet des fluctuations des taux de change sur le commerce international. L'étude du FMI admettait que ces fluctuations pouvaient affecter le commerce, mais concluait que ce n'était que l'un des nombreux facteurs en jeu et que de tels effets ne pouvaient être décelés empiriquement ("Exchange Rates Fluctuations and International Trade", FMI, mars 1984).

l'OMC et les institutions financières internationales pour faciliter l'accès aux crédits commerciaux et aux financements compensatoires".¹⁶

19. Au niveau bilatéral, l'OMC suit régulièrement les activités de surveillance des taux de change du FMI. Pendant la crise financière asiatique, le Directeur général de l'OMC a discuté avec le Directeur général du FMI de l'incidence des dévaluations sur le commerce (afin de prévenir l'adoption de politiques commerciales mal conçues) et a fait part des préoccupations des Membres de l'OMC au sujet des réactions sur le plan des politiques monétaires et de change.

3. Politique commerciale et politique de la dette

20. Des crises internationales liées à l'endettement et aux difficultés financières ont éclaté à plusieurs reprises au cours des 30 dernières années, en particulier en 1997 avec la crise financière asiatique et plus récemment en Amérique latine. En général, le FMI et la Banque mondiale sont chargés d'administrer la restructuration de la dette de façon ordonnée, la question étant de savoir comment partager le coût de l'ajustement entre les États débiteurs et leurs créanciers publics et privés.¹⁷

21. Le commerce est pris en compte comme un moyen d'alléger le fardeau global de l'ajustement car, pour les pays endettés ou en proie à des difficultés financières, la solution à long terme est dans tous les cas d'accroître leurs recettes d'exportation. Les emprunts internationaux représentent des échanges différés, même s'ils ont un caractère purement spéculatif. Dans le cas de la crise financière asiatique, les pays touchés ont supporté l'essentiel du fardeau de l'ajustement dans le cadre des programmes soutenus par le FMI et la Banque mondiale, ce qui a eu des répercussions sur leur activité économique. Cette question générale du partage des coûts de l'ajustement a été abordée par les chefs de secrétariat du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC dans leur déclaration tripartite avant la troisième Conférence ministérielle, dans laquelle ils ont demandé instamment à l'OMC de faire en sorte que de nouvelles possibilités d'accès aux marchés sur une base préférentielle soient offertes aux PPTE en complément des programmes d'allègement de la dette du FMI et de la Banque mondiale.

22. Les liens entre le commerce et la dette ont été examinés par le Groupe de travail en septembre, et à cette occasion les Membres ont souligné que la principale contribution que l'OMC pouvait apporter consistait à poursuivre l'élargissement de l'accès aux marchés dans les secteurs intéressant les pays endettés. Il a été constaté que les restrictions à l'accès aux marchés étrangers empêchaient ces pays d'obtenir les recettes en devises dont ils avaient besoin pour assurer le service de leur dette extérieure et éviter de contracter de nouveaux emprunts conduisant à un endettement intolérable. Les Membres ont noté en particulier que la Note du Secrétariat (WT/WGTDF/W/9) soulignait que toutes les études récentes tendaient à montrer que les gains pouvant résulter de la suppression des obstacles aux exportations de ces pays étaient supérieurs aux flux annuels de ressources qu'ils recevaient au titre de l'aide publique au développement (APD) et de l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTE. À ce propos, le Président de la réunion a noté en outre qu'une réduction globale et non discriminatoire des obstacles au commerce dans le contexte des négociations actuelles de l'OMC, en particulier dans les domaines où les distorsions pénalisent les exportations des pays en développement, pourrait contribuer largement au règlement durable du problème de la dette extérieure des pays en développement et des pays les moins avancés.

¹⁶ WT/WGTDF/M/3, 15 octobre 2002, paragraphe 5.

¹⁷ Le FMI a engagé une réflexion sur les politiques de prêt appropriées dans ce genre de situations, en particulier pour limiter les problèmes de risque moral, et il étudie comment encourager le secteur privé à jouer un rôle plus important dans le règlement des crises lorsqu'elles se produisent.

23. Les liens entre le commerce et la dette ont été examinés sous tous leurs aspects. Si l'accès aux marchés des pays partenaires est important, les politiques commerciales ont aussi un rôle à jouer au niveau national afin d'améliorer "la capacité d'offre" des pays considérés pour qu'ils puissent profiter des possibilités d'exporter. La libéralisation des importations dans les pays en développement permet de stimuler la croissance, la productivité et les exportations, mais il faut étudier de près le calendrier et l'échelonnement des réformes commerciales, ainsi que le coût de l'ajustement qu'implique cette libéralisation et l'assistance dont le pays a besoin pour y faire face. Des réformes bien gérées permettent de réduire les éléments des politiques nationales qui font obstacle aux exportations et de promouvoir un environnement commercial ouvert. Comme l'a souligné un Membre qui a été affecté par la crise financière asiatique, ces réformes stimulent la croissance à long terme en contribuant à la répartition plus efficace des ressources.¹⁸

24. La question des crédits commerciaux a de nouveau été soulevée pendant l'examen du lien entre le commerce et la dette. Cette question de "cohérence" a été mise en évidence par la crise financière asiatique pendant laquelle les pays concernés ont été privés de l'accès aux lettres de crédit et à toutes les autres formes de capitaux étrangers, de sorte qu'il leur a été encore plus difficile d'accroître leurs exportations pour faciliter l'ajustement. À l'époque, les discussions avec le FMI et la Banque mondiale n'ont pas fourni les bases d'une solution, bien qu'un travail d'analyse considérable ait été fait sur cette question.¹⁹

4. Le système commercial et la libéralisation des opérations en capital

25. L'OMC et le FMI sont les deux principales organisations édictant des règles dans le domaine économique. Ces règles évoluent et, dans certains domaines, les programmes témoignent d'une convergence accrue. La relation entre les règles de l'AGCS et la libéralisation des services financiers, et les efforts du FMI pour renforcer les normes et la surveillance financières au niveau international en est un exemple, cité depuis quelque temps. Cette question a été examinée par le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances comme un domaine où les responsabilités sont clairement définies, mais où il est nécessaire de renforcer la coopération.

26. Les débats sur l'investissement en cours à l'OMC peuvent avoir une incidence sur les opérations en capital (domaine qui relève de la compétence du FMI) ainsi que sur les règles régissant les paiements courants. Les activités de l'OMC et du FMI dans le domaine des mouvements de capitaux à long terme convergent vers un même objectif, assurer plus de transparence, de prévisibilité et de stabilité sur les marchés internationaux de capitaux. Il importe à l'évidence que les résultats obtenus soient complémentaires, car le risque de chevauchement est important. Les discussions sur les "exceptions et les sauvegardes concernant la balance des paiements" au sein du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement (WT/WGTI/W/137) ont montré que de nombreux participants considèrent qu'une clause relative à la balance des paiements est indispensable pour pouvoir se protéger contre certaines catégories de flux de capitaux (pour l'essentiel, à court terme). L'AGCS renferme déjà une clause de sauvegarde concernant la balance des paiements, avec des dispositions spécifiques sur la compatibilité avec le FMI.

¹⁸ WT/WGTDF/M/3, paragraphe 11. Le représentant de la Corée a indiqué que, dans son pays, la dette avait surtout pesé sur les importations, et non sur les exportations. Par la suite, la forte croissance des exportations avait permis de rembourser la dette. Le problème de la dette était étroitement lié à celui de la répartition adéquate des ressources (les fonds empruntés étant investis dans des secteurs tournés vers l'exportation) et de l'adoption de politiques macroéconomiques saines. Une bonne réglementation financière était indispensable aussi pour résoudre le problème de la dette, que la Corée avait surmonté rapidement.

¹⁹ Un rapport de consultant, établi pour le FMI en septembre 1998, a mis en doute la viabilité d'une solution générale, suggérant plutôt une approche au cas par cas.

27. En avril 1999, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale ont tenu à Washington une conférence conjointe sur la libéralisation des opérations en capital. L'OMC continuera d'échanger des vues et de préparer des documents de travail sur cette question.

5. Dispositions de l'OMC relatives à la balance des paiements

28. Dans le cas où des Membres de l'OMC invoquent la situation de la balance des paiements pour maintenir des restrictions commerciales, le GATT comme l'AGCS exigent que les Membres concernés engagent des consultations avec le FMI et acceptent ses constatations, en particulier sur l'existence de difficultés de balance des paiements. La coopération du GATT/de l'OMC avec le FMI dans ce domaine est ancienne. Des discussions méthodologiques et de fonds ont récemment eu lieu, au Comité des restrictions appliquées pour des raisons de balance des paiements, sur les critères utilisés pour déterminer s'il existe un problème de balance des paiements et en particulier pour évaluer l'adéquation du niveau des réserves dans un monde où les mouvements de capitaux sont devenus plus importants et plus volatils. L'OMC et le FMI ont récemment travaillé ensemble sur cette question, qui sera également examinée dans le cadre du mandat sur la cohérence.

6. Dispositions spéciales en matière de change

29. Le lien formel entre les règles de l'OMC et celles du FMI est établi à l'article XV du GATT, relatif aux dispositions en matière de change. Cet article énonce, entre autres, les règles à observer pour la conclusion d'un accord spécial de change avec un Membre de l'OMC qui n'est pas membre du FMI, et il exige une étroite coopération entre l'OMC et le FMI sur cette question. Des problèmes surgissent de temps à autre (récemment dans le cas de l'accord spécial de change contenu dans un projet de protocole d'accession), mais ils sont généralement réglés par les services et la direction de l'OMC et du FMI dans le cadre de la coopération courante des deux organisations.

7. Surveillance des politiques commerciales et financières

30. L'échange de renseignements et l'analyse des questions commerciales et financières sont une condition fondamentale de l'élaboration cohérente des politiques. L'OMC coopère étroitement avec les services du FMI pour l'établissement des rapports sur l'examen des politiques commerciales, que le FMI juge très utiles pour la surveillance régulière des politiques de ses membres. Étant donné le retentissement des rapports du FMI sur les pays industrialisés, ces travaux peuvent compléter utilement les efforts faits par l'OMC pour faire connaître les coûts de la protection et promouvoir la libéralisation accrue des échanges. Le Fonds envisage aussi d'exercer une surveillance plus étroite sur les gros importateurs du monde en développement dans le cadre des consultations au titre de l'article IV, en tenant compte de la nécessité de mettre en relief le coût des politiques restrictives sur les partenaires économiques plus pauvres.

8. Incidences de la libéralisation du commerce sur les recettes

31. À une réunion du Conseil général sur la cohérence, en 1999, certains pays en développement, dont la Jamaïque, ont déclaré qu'ils craignaient que la réduction de leurs droits de douane ait des effets négatifs sur leur budget en les privant de recettes fiscales. Dans certains pays en développement, les taxes sur le commerce représentent toujours une part importante des recettes budgétaires. Une étude du FMI (par Ebrill, Stotsky et Gropp (1999)) montre qu'une réforme tarifaire bien échelonnée peut être sans effet sur les recettes (et peut même les accroître dans certains cas) si elle s'inscrit dans une réforme budgétaire globale, visant, d'une part, à compenser l'effet négatif sur les finances publiques de l'abaissement de la moyenne des droits de douane par la suppression des crêtes tarifaires et des exemptions de droits et, d'autre part, à instituer des taxes intérieures (telles que la taxe sur la valeur ajoutée). L'incidence budgétaire de la détérioration des termes de l'échange est un autre élément. La baisse des prix à l'exportation (qui sont généralement exprimés en dollars) n'entraîne pas

nécessairement la diminution des revenus des producteurs locaux, dont les prix sont exprimés en monnaie nationale. Mais elle peut peser sur les finances publiques, par exemple lorsque des taxes sont perçues sur les exportations. Par contre, la détérioration des termes de l'échange peut avoir un effet positif sur les recettes publiques si les taxes résultant de l'augmentation de la valeur des importations compensent les effets budgétaires de la baisse des prix des exportations. Les conclusions du FMI ont fait l'objet d'une discussion à une réunion antérieure du Conseil général sur la cohérence et elles ont été examinées par le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances dans le cadre de l'examen des liens entre le commerce et les finances (WT/WGTDF/W/9).

III. ORIENTATION DES TRAVAUX FUTURS: QUESTIONS ET DOMAINES POUVANT FAIRE L'OBJET D'UNE COOPÉRATION PLUS ÉTROITE

32. Les processus et les domaines de coopération susmentionnés génèrent déjà une activité considérable entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, mais certains peuvent être revus et remaniés pour que le mandat relatif à la cohérence réponde mieux aux attentes des Membres concernant les domaines où les organisations internationales devraient collaborer et développer leurs activités, et la façon dont elles devraient procéder.

A. DOMAINES TRADITIONNELS OÙ LA COHÉRENCE EST RECHERCHÉE

1. Consultations relatives à la balance des paiements

33. Comme cela a été dit plus haut, il y a des domaines où la coopération est institutionnalisée et où il ne faut pas nécessairement développer les activités au-delà des efforts actuels. Le recours aux dispositions de l'article XVIII:B du GATT peut varier dans le temps, en fonction de la situation économique mondiale, mais les tendances récentes montrent clairement – depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay – qu'il tend à diminuer. Ces derniers temps, la coopération entre le FMI et l'OMC a été axée sur l'établissement de documents expliquant l'évolution de la méthode employée par le FMI pour évaluer le niveau des réserves en vue de déterminer s'il existe un problème de balance des paiements, ainsi que sur l'incidence d'une étude récente du FMI sur l'adéquation des réserves internationales. L'Inde, qui avait lancé la discussion sur cette question au Comité des restrictions appliquées pour des raisons de balance des paiements, est aussi intervenue dans le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances en soulevant la question de savoir s'il faudrait autoriser une plus grande flexibilité dans l'utilisation de l'article XVIII:B du GATT du point de vue du développement²⁰, question sur laquelle il n'y a guère eu de consensus entre les Membres jusqu'à présent.²¹

- *La coopération entre l'OMC, le FMI et les Membres semble bien fonctionner, dans la forme comme dans le fonds, comme en témoigne la production en temps voulu de documents méthodologiques, à la demande d'un Membre.*

2. Taux de change, contrôle des changes, libéralisation des mouvements de capitaux: nouvelles activités de recherche possibles

34. La question des taux de change, du contrôle des changes et de la libéralisation des mouvements de capitaux relève de la compétence des institutions de Bretton Woods et en particulier du FMI, mais les discussions récentes sur les liens entre le commerce et les finances au sein du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances, notamment sur les mesures que l'OMC

²⁰ WT/WGTDF/M/2, paragraphe 15.

²¹ WT/WGTDF/M/3, paragraphe 19.

pourrait prendre pour empêcher que les crises financières ne se propagent au secteur du commerce, ainsi que sur l'adoption éventuelle d'une clause relative à la balance des paiements dans un futur accord sur l'investissement nécessitent des activités de recherche coordonnées.

35. En ce qui concerne la question de l'instabilité des taux de change et de son incidence sur le commerce, et la question plus large des accords spéciaux de change, les discussions du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances ont montré que certains Membres souhaitent étudier de plus près les effets sur le commerce de l'instabilité accrue du système financier et des taux de change et de la libéralisation des flux financiers.²²

- *Pendant les discussions formelles et informelles, les Membres se sont intéressés en particulier à une mise à jour de l'étude du Fonds de 1984 sur la volatilité des taux de change et le commerce, qui était centrée sur les leçons à tirer des crises liées au déséquilibre du compte de capital qu'ont connues les pays émergents dans les années 90.*

36. Toutefois, pendant la discussion sur le lien entre le commerce et la dette, les Membres se sont prononcés en faveur d'une plus grande flexibilité dans l'utilisation du contrôle des changes pour les opérations en capital en cas de crise financière ou de fort endettement. Cette question dépasse largement la compétence de l'OMC et relève de la compétence du Fonds. Toutefois, les Membres de l'OMC s'y intéressent étant donné que l'AGCS contient des dispositions relatives à la balance des paiements, et que la possibilité d'insérer une clause de ce genre est examinée par le Groupe de travail des liens entre commerce et investissement.

- *Il y a deux types de questions ici: la première (qui relève de la compétence du FMI) concerne la possibilité de renforcer les contrôles des changes pour empêcher la propagation de la crise financière au secteur du commerce. Ce point mérite peut-être d'être étudié de plus près, compte tenu en particulier des opinions très différentes exprimées au sein du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances au sujet de l'efficacité de ces contrôles.²³ L'autre question est une simple question de cohérence: il s'agit de savoir dans quelles conditions les sauvegardes concernant la balance des paiements dans le cadre de l'OMC sont pleinement compatibles avec les Statuts du FMI. Dans le cas des discussions à l'OMC sur un éventuel cadre multilatéral pour l'investissement, de nombreux pays ont demandé l'institution de ce genre de sauvegardes. Un premier document du Secrétariat (WT/WGTI/W/137) jette les bases d'une étude plus approfondie de la question.*

37. Cette question entre aussi dans le cadre de la coopération relativement ancienne entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale sur la question de la libéralisation des services financiers et de la réforme de l'architecture financière, y compris le renforcement des règles, des normes et des codes prudentiels. Plusieurs documents de travail de l'OMC et du FMI ont déjà été publiés (WT/WGTDF/W/4) sur la libéralisation des services financiers et des opérations en capital. La Banque mondiale a elle aussi effectué des travaux de recherches importants sur cette question.

²² Voir, en particulier, le document WT/WGTDF/M/2, paragraphe 10. Le représentant du Kenya a indiqué qu'il faudrait examiner de façon plus approfondie la remarque selon laquelle la volatilité des taux de change érodait la valeur des réductions tarifaires, et notamment ce que cela impliquait, à savoir qu'il ne serait pas souhaitable pour les pays en développement de libéraliser davantage le commerce des produits non-agricoles, comme le prévoyait la Déclaration de Doha. Le représentant de l'Indonésie a poursuivi la discussion en disant que les institutions financières étrangères avaient leur part de responsabilité dans la crise des changes qu'ils avaient connue, laquelle posait le problème de la gouvernance d'entreprise et du financement du commerce (paragraphe 34).

²³ WT/WGTDF/M/3, paragraphes 28 et 29.

- *Au moment où une nouvelle série de négociations sur les services prend forme, avec d'éventuels engagements supplémentaires pour les services financiers (par exemple, la consolidation des engagements pris par les pays d'Asie dans le cadre de programmes soutenus par le FMI), la question de l'approfondissement des travaux de recherche et de la cohérence va sans doute se poser étant donné les progrès considérables accomplis dans la réforme de l'architecture financière et sur le plan des liens entre la libéralisation et le contrôle prudentiel.*

B. NOUVEAUX DOMAINES LIÉS À LA COHÉRENCE

38. Crédits commerciaux: un certain temps a été consacré à l'examen du système embryonnaire mis en place par les pays d'Asie, conjointement avec la Banque asiatique de développement (qui a présenté une communication à ce sujet) pendant la crise de 1997-1999, afin de maintenir les flux de crédits commerciaux, en particulier pour les importations. L'expérience de l'Indonésie a été particulièrement intéressante à cet égard (WT/WGTDF/W/4). Le FMI, la Banque mondiale et les institutions de développement régionales ont déjà effectué de nombreuses études sur cette question (voir la bibliographie figurant dans le document WT/WGTDF/W/4), et plusieurs Membres de l'OMC ont insisté sur la nécessité de poursuivre ces travaux, au niveau multilatéral ou au niveau régional.

- *Au lieu d'attendre une nouvelle crise régionale, il pourrait être recommandé d'établir un comité directeur chargé d'examiner les mécanismes à mettre en place, notamment avec la participation du secteur privé, pour faire en sorte que des crédits commerciaux continuent d'être accordés dans les circonstances exceptionnelles d'une crise financière, sans avoir à créer une nouvelle facilité qui viendrait s'ajouter à toutes celles dont disposent déjà les pays confrontés à des problèmes de balance des paiements. Cette proposition ne concernerait pas le commerce des produits de base, dont s'occupe un autre groupe de travail. Plusieurs pays ont soulevé la question particulière du financement des exportations, du crédit à l'exportation et des subventions à l'exportation, dont les règles en vigueur devront tenir compte.*

39. Renforcement des capacités et infrastructure commerciale: les trois organisations fournissent une assistance technique très importante pour les réformes commerciales (réformes tarifaires dans le cadre du Département des finances publiques du Fonds, réformes douanières conduites par la CNUCED, la Banque mondiale et le FMI, avis donnés dans le cadre de l'examen des politiques commerciales effectué par l'OMC et rôle joué dans le Cadre intégré).

- *Une mesure concrète pour renforcer la cohérence consisterait à mieux programmer et mieux intégrer les activités des organisations internationales dans ces domaines, de manière à ce qu'elles élaborent et exécutent les réformes ensemble, ce qui allégerait la charge administrative que la mise en œuvre des réformes impose aux autorités locales. Des missions communes pourraient être envisagées. Il pourrait en être de même pour les examens de l'investissement (IED), qui contribuent à améliorer l'environnement commercial local dans la mesure où ils entraînent une modification judicieuse du régime d'investissement. À l'heure actuelle, la CNUCED et l'OCDE effectuent des examens de l'investissement par pays, parallèlement à l'examen des investissements dans le cadre de l'examen des politiques commerciales et aux enquêtes du FIAS (Banque mondiale). Le FMI veut renforcer la surveillance dans ce domaine. Une plus grande cohérence permettrait de réduire la concurrence administrative et de limiter les chevauchements. Il faudrait au contraire consacrer davantage de ressources aux projets de suivi du Cadre intégré, comme l'ont proposé les pays, qui ont été jusqu'à présent de petites opérations pragmatiques et peu coûteuses.*

40. L'intégration accrue du commerce dans les stratégies de développement est un domaine où il convient d'approfondir les recherches, ce qui peut être fait de diverses façons. D'ores et déjà, de nombreuses banques de développement régionales accordent à leurs membres des "prêts pour les capacités commerciales", mais ces prêts n'ont pas suscité beaucoup d'intérêt parmi les ministres des finances, dont le soutien est d'une importance cruciale pour le Programme de Doha pour le développement, malgré les préoccupations concernant les recettes fiscales. La détermination de l'échelonnement et du calendrier adéquats de la libéralisation du commerce est un autre domaine nécessitant des recherches et des décisions communes. Il en va de même pour ce qui est de déterminer le coût des effets à court terme de cette libéralisation et les ressources pouvant être mobilisées pour y faire face.

C. DOMAINES POTENTIELS LIÉS À LA COHÉRENCE

41. Libéralisation de l'investissement et des opérations en capital: la négociation d'un cadre multilatéral pour l'investissement dans le cadre de l'OMC serait d'une importance fondamentale.

- *Elle aurait des implications économiques et juridiques tant pour l'OMC que pour le FMI. La compatibilité d'une clause relative à la balance des paiements avec les Statuts du FMI en est un exemple. Le lien entre un "système de règlement des différends" pour les emprunts souverains, géré par le FMI, et un "système de règlement des différends" pour les investissements transfrontières à long terme, géré par l'OMC, pourrait être une question importante. Les services des deux institutions devraient établir un document conjoint pour indiquer tous les domaines où des chevauchements seraient possibles.*
- *Un autre document, déjà demandé par certains Membres lors de consultations informelles, devrait examiner la relation "plus large" entre un éventuel cadre pour l'investissement dans le contexte de l'OMC et la question de la libéralisation des opérations en capital. Du point de vue de la plupart des Membres de l'OMC, un éventuel accord sur l'investissement ne devrait pas conduire à la libéralisation accrue des opérations en capital et devrait laisser la faculté de recourir aux mesures de contrôle des mouvements de capitaux existant actuellement. Ce document présenterait un grand intérêt pour les Membres, et les services des trois organisations (FMI, Banque mondiale, OMC) pourraient apporter leur contribution.*

42. Politique de la concurrence, marchés publics, bonne gouvernance, environnement commercial ouvert: l'élaboration des règles en matière de concurrence, même limitées, renforcerait les règles existantes sur les marchés publics, afin d'instaurer "à l'intérieur des frontières" un environnement commercial favorable, concurrentiel et transparent, qui favorise la bonne gouvernance. Les implications des règles éventuelles n'ont pas été évaluées du point de vue du bien-être, c'est-à-dire le démantèlement des obstacles non tarifaires aux échanges (CNUCED) ou l'amélioration de la facilitation des échanges (Banque mondiale). C'est un domaine d'étude à explorer dans l'avenir.

Conclusion

43. Comme le montre la Section II de la présente note, les activités liées à la cohérence sont solidement ancrées dans les travaux et les procédures de l'OMC et une coopération continue a lieu à tous les niveaux des institutions concernées (allant des interventions et de la participation croisées aux groupes de travail et aux comités, au Conseil général et à la tenue de réunions entre les Chefs de Secrétariat). Toutefois, la création du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances, qui s'inscrit dans le processus de Monterrey, consistant à considérer les politiques et les problèmes mondiaux d'une manière globale, est à l'origine d'idées, de documents et d'études qui peuvent apporter de nouveaux éléments au mandat sur la cohérence. Cela ne signifie pas que les deux processus

devraient être organiquement liés, mais il existe des synergies évidentes, en particulier en termes de recherches nouvelles, de projets concrets et de réflexion prospective sur les problèmes d'architecture. Une question dont les Membres voudront peut-être discuter est de savoir comment le Groupe de travail peut contribuer, de manière régulière, aux activités axées sur la cohérence et aider à améliorer le mandat dans ce domaine. Cela ne justifierait-il pas qu'il poursuive ses travaux au-delà de la cinquième Conférence ministérielle?
